Pour de vrais services publics en France et dans tous les pays!
Pour la laïcité respectée en France et dans tous les pays!
Pour les droits du travail!
Pour la coopération internationale !
Pour une économie rompant avec les règles du profit imposées par les patrons!
Pour la liberté des nations opprimées, à se développer sans ingérence étrangère!

VIII. Pour le Socialisme partout!

Pour changer la société, pour que notre vie s'améliore et pour bâtir des lendemains de paix, nous devons prendre le pouvoir. Nous savons bien depuis des lustres que le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie. Or notre projet c'est justement la création d'une société dans laquelle la bourgeoisie n'existe pas. Il serait donc illusoire d'attendre que la bourgeoisie mette d'elle-même fin à son règne.
Comment, par exemple, mettre en pratique l'article de la constitution française qui stipule que chaque citoyen à droit au logement ou à un travail?
Ces droits entent en contradiction avec la propriété privée foncière et des moyens de production. Pour réaliser ces droits en pratique il faut donc socialiser les moyens de production et les logements. Or la bourgeoisie le fera-t-elle? Même sous la contrainte, acceptera-t-elle de mettre un terme à ce qui permet son existence? NON!C'est donc à la classe qui à le plus intérêt au changement de prendre le pouvoir et de l'exercer: le prolétariat.

Une fois les pays sur des bases socialistes, les économies fonctionnant sur la base de la satisfaction des besoins du peuple (pour cela, un système de planification, ne contraignant pas pour autant les aspirations individuelles, est nécessaire) et des besoins individuels et non sur la base de l'accumulation de capital, il n' y a plus de concurrence entre les États. C'est alors que devient possible la **construction d'une paix mondiale.**
Ce projet révolutionnaire, c'est celui que portent les communistes.

En France, en Europe comme sur tous les continents, le **capitalisme est un système pourrissant, un régime de stagnation** qui organise, au profit d'une minorité dans chaque pays, le pillage du Tiers-Monde, l'exploitation du prolétariat, les guerres impérialistes, les destructions économiques, sociales et humaines. Il organise le chaos et la misère pour des milliards d'êtres humains.

Le capitalisme n'a pas d'avenir, pas plus en Europe qu'ailleurs! L'avenir, c'est sortir du capitalisme et construire une société basée sur la satisfaction des besoins humains, sur le progrès économique et social, sur la libération de toutes les énergies de la société qui peuvent servir au progrès (éducation, recherche scientifique, environnementale…) et qui aujourd'hui sont piétinées par le système capitaliste. Une société dans laquelle les rivalités nationales s'éteignent totalement.
On comprend bien que pour mettre en œuvre ce projet, ce n'est pas seulement de réformes dont il s'agit, mais bien de révolutions.

Notre projet c'est l'union de toutes les nations libérées du capitalisme!

La seule alternative au capitalisme c'est le socialisme!

Prix Libre

L'Union Européenne



Union des peuples ou alliances impérialistes?

Mouvement Jeunes Communistes
Fédération du Rhône

2, avenue Maurice Thorez 69200 Vénissieux
jeunescommunistes69@hotmail.com

I. Historique: pourquoi a été fondée l'Union Européenne?

A écouter les partisans de la construction européenne, ceux qui veulent nous imposer une constitution supranationale, l'Union aurait été créée pour faire la paix entre les peuples d'Europe? A cela personne ne trouve rien à dire. A ceci près que c'est faux!

L'Union Européenne à été créée pour agresser les pays socialistes, pour endiguer le communisme et créer une zone tampon entre le bloc soviétique et le bloc impérialiste états-unien.
Les pays constituant l'Union Européenne n'ont cessé de faire la guerre depuis. Guerre de Corée, d'Algérie, D'Indochine, Kosovo,Afghanistan, Irak, Côte-d'Ivoire...

Aujourd'hui, certes il n'y a pas de conflit armé entre la France et l'Allemagne. Mais cela résulte-t-il de la coopération économique? Non, des échanges économiques existent depuis des lustres entre ces deux pays, même pendant les guerres.

Les grands pays capitalistes se sont tout simplement rendus compte que les guerres sur leur territoire étaient beaucoup trop destructrices, trop coûteuses et dangereuses. Les deux dernières grandes guerres sur le continent se sont soldées par la propagation du communisme. La première guerre mondiale a débouché sur la révolution d'octobre. A l'issue de la seconde guerre mondiale, le grand vainqueur fut l'Union Soviétique. L'Est de l'Allemagne devint la RDA, la Yougoslavie, la Hongrie, la Chine ainsi que de nombreux autres pays devinrent socialistes. Les partis communistes, dénonçant la guerre et surtout en en expliquant les causes furent au plus haut de leur influence. La guerre est produite par le système capitaliste: elle est le résultat de la volonté d'expansion du capital, de sa fuite en avant dans l'acquisition des matières premières et la conquête des marchés et de la concurrence mondiale qui en résulte.

Désormais, les guerres se déroulent directement sur la partie convoitée, c'est-à-dire la colonie, ou la zone d'influence convoitée.
La paix est un prétexte de la construction européenne: un tel objectif ne peut être atteint par une telle construction. Les arguments sur la paix ne sont donc que pur bluff.

Historique institutionnel et politique:

Les bases de l'Union européenne ont été jetées par 6 pays (la France, la RFA, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg) au début des années 50.
Le premier acte consista en un traité supprimant les barrières douanières à la circulation du charbon et de l'acier, en 1951. C'est la Communauté européenne du charbon et de l'acier, établie par le Traité de Paris.
Dès le départ, les bases de l'Union Européenne sont d'ordres économiques. Les pays puissants de l'Europe, veulent, en recherche de plus de puissance sur le plan international, créer un marché unique, sur la base de la concurrence et de l'économie de marché.

apparaîtrait à toutes les lignes, mais qui serait le socle d'une Union Européenne toujours dirigée par des pays capitalistes.
Nous, jeunes communistes nous prononçons contre toute constitution européenne, constitution supranationale à l'initiative de pays capitalistes.
Certes, nos luttes, et un NON massif à la constitution pourraient faire réviser le texte pour en avoir un plus « social ». Seulement ce n'est pas parce que de bonnes intentions seront écrites dans un morceau de papier qu'elles deviendront réalité. Il n'y a qu'à voir la constitution française où la seule disposition à être vraiment appliquée est celle du droit à la propriété privée, donc du droit d'exploiter. En France, Raffarin mène une politique qui augmente le chômage et fait inscrire le plein emploi dans la constitution européenne; L'État français assassine régulièrement dans les banlieues et dans les prisons, et dans ses zones d'influence, notamment en Afrique et fait inscrire le droit à la vie dans la constitution. Le gouvernement interdit en France aux homosexuels de se marier mais fait inscrire dans la constitution que les homosexuels doivent avoir les mêmes droits que les hétérosexuels; le gouvernement mène une politique ultra-libérale et présente la constitution comme un rempart contre l'ultra-libéralisme, « pour réguler la mondialisation », etc...
Mais ne soyons pas dupes de ces déclarations d'intentions.
En effet, les droits sociaux s'obtiennent par la lutte des travailleurs et non par la diplomatie des États bourgeois. Or, le meilleur cadre de lutte pour résister aux politiques libérales, revendiquer des droits sociaux et les obtenir, reste celui de la nation, véritable lieu du pouvoir. Voilà pourquoi tous les discours sur « l'Europe sociale », dans le cadre de l'Union Européenne, ne sont que purs mensonges ou naïveté.

Nous refusons aussi la logique de bloc, faire bloc contre les USA, la Chine, pour protéger « les intérêts français », la lutte des capitalistes n'est pas la notre.

A la logique supranationale (c'est-à-dire une construction niant le droit des nations) **nous opposons la logique de coopération**: ainsi, il est possible de mutualiser les efforts internationaux, notamment pour la recherche, les transports de personnes, l'environnement, etc.

L'objectif des jeunes communistes, dans cette campagne est de préparer l'avenir. Nous avons l'objectif, et nous mettons toutes nos forces dans cette bataille, que le NON soit majoritaire le 29 mai.
Mais en tant que communistes, nous regardons aussi plus loin. Nous pensons qu'il faut d'une part s'organiser pour repousser les projets de nos adversaires, les libéraux et les sociaux-démocrates, qui ne sont que les ennemis du monde du travail, mais nous voulons aussi **créer les bases du changement de société**.

A la construction capitaliste européenne, nous opposons une construction d'un autre type : la solidarité internationale et l'union des nations dans le socialisme. Notre but ne se limite pas à changer d'orientation mais à changer de système, car c'est sur la base de la réalité économique (le pouvoir de la classe bourgeoise) que se basent les politiques libérales et sociales-démocrates.

de leurs préoccupations? Pour défendre les travailleurs, il n'y a qu'un choix: c'est ce que disent les adhérents de la CGT qui majoritairement appellent, eux, à rejeter la constitution..

A gauche, pluralité des « NON »...

Alors que le Parti Socialiste milite pour la constitution, certains à gauche, notamment parmi les altermondialistes et la gauche du PS, critiquent ce texte. S'il est indispensable que le NON soit porté par le plus de monde possible, exprimant pas là une pluralité d'opinions, il est aussi nécessaire de faire la critique des arguments employés (révélateurs d'une vision de la société) afin de développer des arguments porteurs d'avenir.
Ainsi, les altermondialistes reprochent au texte de ne pas être assez social et de graver de le marbre le libéralisme. Ceci est tout à fait vrai. Seulement, leur critique s'arrête là. Les altermondialistes ne sont pas contre l'existence de l'Union Européenne, qu'ils veulent doter d'une autre constitution, une « constitution sociale ». Seulement, c'est se tromper sur la nature des États qui forment cette Union Européenne.
Un des arguments les plus répandus, c'est qu'il faut renégocier un texte constitutionnel plus progressiste, pour créer une U.E. plus progressiste. Au risque de faire croire que l'on peut changer le résultat (l'U.E.) sans changer les parties constituantes (les États).
De plus limiter l'enjeu du NON à la réécriture d'une autre constitution de l'UE, alors que l'ensemble du système capitaliste pourrait être remis en cause, serait aussi faciliter le travail des libéraux: une fois la constitution refusée, ils n'auront qu'à nous en écrire une autre, avec un petit peu plus de diplomatie et le tour sera joué. Ce qui ne **changera strictement rien à la politique des États** de l'U.E.
Ce qui dans le fond caractérise les réformistes c'est qu'ils ne posent pas les questions essentielles car ils craignent que le peuple avance vers la prise du pouvoir. Ils veulent un capitalisme plus social, ils critiquent le libéralisme, le capitalisme débridé, mais ne remettent pas en cause le système capitaliste lui-même. Du coup, ils acceptent l'existence d'une structure impérialiste comme l'Union Européenne, leur but étant non de changer de système mais juste d'orientation. Or, il est permis de se poser la question: le capitalisme, même régulé, est-il dans le fond moins criminel que sa forme actuelle?
En ne critiquant le capitalisme que sur sa forme (mais pas sur le fond), les réformistes ne peuvent émettre que des vœux pieux, certes bien intentionnées, mais, pour les capitalistes, totalement inoffensifs.
Il y a bien deux NON à gauche, l'un réformiste, l'autre révolutionnaire.

Le véritable NON des communistes

Notre non c'est un NON à la constitution européenne. C'est aussi un NON à l'Union européenne elle-même, en tant que structure impérialiste!
C'est un NON clair contre le capitalisme. Nous ne voulons pas donner l'illusion que des États dirigés par la bourgeoisie pourraient ensemble, dans une structure sur laquelle les peuples n'ont aucun contrôle, faire une politique progressiste pour le monde du travail. Cela est faux et dangereux.
Si nous appelons à voter NON à la constitution de l'empire capitaliste européen, ce n'est pas pour réclamer une autre constitution européenne ou le terme « social »

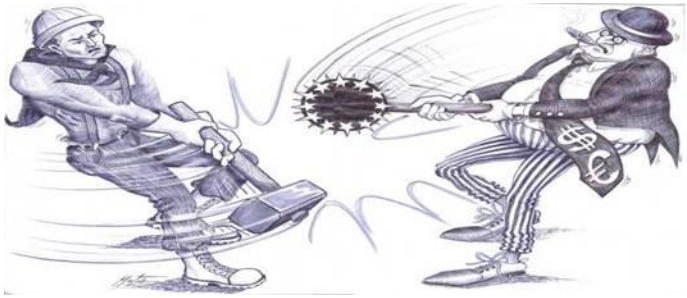
« En France, le mot libéralisme était imprononçable, alors on en a trouvé un autre, Europe ». Alain Touraine, Sociologue

Les objectifs de ce traité sont:
- fonder les bases économiques d'un marché commun européen
- ces bases étant celles de la concurrence: toutes formes de subventions, d'aides d'État, de taxes relatives à la circulation sont interdites.

Les objectifs implicites qui sous-tendent ce traité sont le renforcement des trusts et des monopoles en matière énergétique, dans le but de défendre les grands pays capitalistes face à l'influence de l'Union Soviétique. D'ailleurs, le plan Marshall, qui consiste à investir des capitaux états-uniens pour relancer les économies des grandes puissances européennes (pénétrer les marchés européens pour mieux les contrôler), est conditionné par eux à la construction européenne. On voit bien là, que les bases de la construction européenne sont entièrement bâties sur l'idée de la création d'une zone tampon contre l'Union Soviétique et les Républiques populaires.

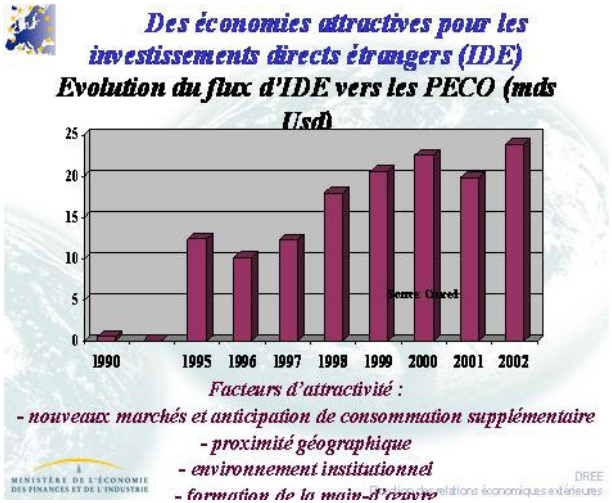
Dès le traité de Rome furent inscrites les bases politiques de l'Union Européenne. Ce traité, signé le 23 mars 1957, crée la Communauté Économique Européenne (CEE) constituée des six pays engagés par la CECA.
Les références à l'économie de marché et à la concurrence figurent dans ce traité. En 1968, les six pays organisent l'union douanière. On avance de plus en plus vers l'instauration d'un marché unique, après l'instauration de la politique agricole commune (PAC) en 1962. En 1979, est créé un système monétaire européen. C'est aussi en 1979 que le Parlement européen (organe dénué de tout pouvoir réel) est élu au suffrage universel direct.
De 1973 à 1995 l'Union Européenne s'élargit de 6 à 15 États membres.
En 1992, le Traité de Maastricht instaurant l'union économique et monétaire, et le renforcement de la politique extérieure, marque le début de l'accélération de l'intégration européenne, c'est-à-dire de l'assimilation de nombreux pays à ce bloc économique.

En effet, la disparition de l'Union Soviétique donne la possibilité d'acquisition de nouveaux marchés aux puissants de l'UE, la fortification de l'UE ainsi que l'intégration rapide de ce qu'on appelle de façon trompeuse « les nouvelles démocraties », ce qui est un but stratégique: profiter de la liquidation rapide des acquis sociaux soviétiques pour conquérir les nouveaux marchés et éviter tout retour à un système socialiste.



2004: élargissement à 25

Les dix pays concernés sont:
La Pologne, la République Tchèque, la Hongrie, la Slovénie, la Lituanie, la Lettonie, la Slovaquie, l'Estonie, Chypre et Malte.
8 de ces pays sont d'anciens pays socialistes.
Pour les pays dirigeants de l'Union Européenne, cet élargissement représente un élargissement de leur influence. Il permet, en effet d'agrandir le gâteau que les grands impérialistes se partagent. Bien que les PIB des dix réunis ne représentent qu'un apport de 4,5 % en plus des 15 de l'U.E., l'élargissement offre des perspectives de délocalisation vers des pays où la main d'œuvre est plus profitable. Les patrons comptent ainsi faire baisser la rémunération du travail dans toute l'Europe.



Les conditions économiques d'entrée dans l'UE concernent surtout la part des capitaux privés dans la production. *



Enfin, cette perspective ne rencontre pour l'instant que peu d'opposition dans les pays de l'Est, affaiblis par 10 ans de déclin capitaliste. Ainsi entre 1989 et 1999 la Bulgarie avait perdu 20% de son PIB (base 100 en 1990, moins de 80 en 1999). Les critères d'adhésion à l'U.E. notamment la libéralisation de l'économie, ne profitent qu'aux grands patrons. C'est la raison pour laquelle les peuples de l'Est sont si peu enthousiastes à l'entrée dans l'Union Européenne (faible engouement, faible participation aux élections européennes, montée de partis réactionnaires…).

2005: accord du parlement européen pour l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie. Cette adhésion sera effective au 1er janvier 2007.

*diapositives extraites de www.cgpme.fr/fichiers/1087487152_8499.ppt

Comment une politique de progrès pour le monde du Travail pourrait elle sortir de cela?
La réalité c'est que « l'Europe sociale » n'est qu'un slogan creux, abstrait, du vent pour faire passer le reste…

VII. NON à la constitution : la spécificité des communistes

La droite, les libéraux, les modérés votent oui

Sans surprise, les libéraux, ceux qui sont les partisans de la liberté du capital votent oui à la constitution. Leur campagne se résume à appeler à voter oui, parce que sinon on est « contre l'Europe ».
Usant d'une arrogance rare, ils disent au travailleurs de voter oui, « sinon l'euro pourrait disparaître » (DSK), sinon ce serait le retour au nationalisme, ou bien tous simplement parce que voter non serait « une connerie » selon le terme de Chirac.
Pour eux, voter NON serait aussi isoler la France. Ce qui ne tient pas debout quand on sait que se sont la France et l'Allemagne qui dominent l'UE. Et, tout compte fait, est-ce progressiste de renforcer le poids de tels pays impérialistes?Voter NON serait aussi affaiblir le « modèle social français », modèle qui est tout sauf un modèle: 10 % de chômage, délocalisations, précarité de la vie et du travail… Les réformes sociales acquises par les luttes en France (1936, 1944, 1968…) sont mises à mal justement par la construction européenne. Les gouvernements successifs, dont le gouvernement Raffarin, s'activent, en effet, avec acharnement à rogner les conquêtes sociales des travailleurs en menant des politiques libérales: privatisation des services publics, attaques contre la sécurité sociale, création du RMA, remise en cause du droit de grève, des jours fériés, baisse des impôts des entreprises, etc. Ainsi, les libéraux qui applaudissent à cette politique voudraient nous faire croire que la constitution européenne est une grande avancée sociale… Or elle ne fait que constitutionnaliser cette politique.
Les médias jouent un rôle premier dans la campagne du oui, des partisans du « oui » de toute l'UE viennent sur nos plateaux nous dire à quels point nous serions imbéciles de voter non, l'artillerie lourde médiatique est mobilisée pour le oui.

Que dire aussi du choix de la CES (Confédération européenne des « syndicats »)
… La CES créée à la base par des syndicats corporatistes et anti-communistes, dans une démarche pro-atlantiste, se prononce aujourd'hui pour la constitution.
Ce cartel, dans lequel on trouve à boire et à manger, et qui sur le terrain syndical, dans la lutte de tous les jours, n'offre aucun avantage, n'est strictement d'aucune utilité pour le prolétariat, se prononce pour les libéralisations, considère la lutte des classes comme dépassée (les patrons et les travailleurs auraient les mêmes intérêts!), avalise tous les méfaits de la construction européenne, tant subie par tous les travailleurs des pays d'Europe. En réalité, cette structure « syndicale », ne vit que grâce à l'Union Européenne. Elle lui dit oui comme un esclave dit oui à son maître. L'intérêt d'un syndicat n'est-il pas de défendre les travailleurs et donc de lutter au plus près

VI. L'UE n'est pas réformable

Elle n'est pas homogène: l'Union Européenne est une construction artificielle des impérialismes. Ce n'est pas un lieu de base du pouvoir, mais un lieu de légitimation des pouvoirs, un **lieu d'affrontements et d'alliances entre des pouvoirs**. Prétendre la réformer profondément revient à vouloir refaire les peintures d'une maison bâtie sur du sable.

La position des jeunes communistes est donc claire: nous nous refusons d'entretenir des illusions au sein du peuple: l'Union Européenne est une structure supranationale, impérialiste. Elle n'est fondamentalement pas réformable car prétendre la réformer c'est accepter l'existence de structures légitimant la domination de pays sur d'autres pays ainsi que la mise en concurrence des nations entre-elles. C'est aussi faire croire que le changement vient des diplomates d'Etats et non des luttes de classes.
L'Union Européenne étant une structure d'Etats bourgeois (sans les peuples), aucune politique, à long terme, favorable aux travailleurs ne peut être envisagée dans ce cadre.
Le capitalisme n'est pas amendable, l'UE n'est pas réformable: il faut renverser cette structure, dont l'existence même est contraire à l'intérêt des peuples, qui aspirent à s'unir dans la liberté et l'égalité, et **construire une union des peuples d'Europe et du monde libérée du capitalisme.**

« L'Europe sociale » : une fable!

« L'Europe sociale » tel est le slogan des partisans de la constitution européenne, comme de certains adversaires de la constitution. Pour les uns la constitution ouvre la voix de « l'Europe sociale » puisque le mot « social » apparaît dans certains articles. Pour les autres, cette constitution, justement, ferme la porte à la vision d'une « Europe sociale » du fait de ces mêmes articles. Ceux-ci prônant une économie sociale de marché hautement compétitive où la concurrence est libre et non faussée…

Il est évident que cette constitution ne marque aucun pas en avant vers plus de politique progressiste.
Mais au fait, **que signifie ce slogan « Europe sociale »?** Il est utilisé le plus souvent comme complément nécessaire à « l'Europe économique ».
Or, dans un système, économie et social sont indissociables. Tout est politique, tout est économique et tout est social!
Le social c'est la conséquence du système économique. On ne peut dissocier les deux.
Les politiques conduites dans les pays de l'Union Européenne sont déjà des politiques sociales, car elles ont des conséquences sociales: elles socialisent la misère.

A l'opposé de cette politique, d'autres partisans d'une « Europe sociale », voient dans l'Union Européenne la possibilité d'une politique continentale de progrès social, c'est-à-dire la socialisation des richesses.
Néanmoins il convient d'observer les réalités objectives: l'Union Européenne étant une structure composée exclusivement de pays capitalistes, impérialistes, elle est pourrie de l'intérieur et ne pourra jamais être autre chose qu'une structure au service des pays capitalistes dominants en Europe.

II. Qui dirige l'Union Européenne et pourquoi?

L'UE est dirigée par les grandes puissances en son sein. Ces puissances sont elles-mêmes en concurrence.

Le poids théorique actuel de la France et de l'Allemagne dans le conseil européen est de 18%. En réalité, rien ne se fait sans la France et l'Allemagne. De fait, dans des structures composées d'États, tous n'ont pas le même poids dans les décisions. Ce sont les pays qui ont le poids économique le plus important qui sortent gagnants. Et ce sont la France et l'Allemagne qui ont les PIB les plus élevés de l'U.E.. Ce sont aussi eux qui investissent le plus à l'Est. Ainsi ils acquièrent un pouvoir considérable sur la politique des pays qu'ils maîtrisent financièrement.

Déclaration du député européen communiste Jacky Hénin sur l'élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie:

Comme lors de l'élargissement de 2004, le patronat européen, et en particulier le Medef, se félicitent déjà des nouvelles possibilités de délocalisation, de concurrence fiscale et de pression sur les salaires, qui leurs sont offertes.

Afin de répondre aux conditions économiques d'adhésion à l'Union européenne, les peuples bulgares et roumains vont se voir imposer une réduction drastique des dépenses publiques en matière de social, d'éducation et de santé. Des privatisations massives vont être effectuées avec à la clef des licenciements tout aussi massifs.

Cette adhésion avec ses critères ultra-libéraux, ne sera pas porteuse de développement pour les peuples roumains et bulgares. Elle permettra de continuer à tirer vers le bas, les salaires, les retraites, les droits sociaux de l'ensemble de l'Union européenne, sans que les revenus de la majorité des travailleurs roumains et bulgares augmentent substantiellement. Par contre les profits des grands groupes européens vont continuer à exploser (…)

III. A quoi sert l'Union Européenne?

Si certains persistent à faire croire au monde que l'Union Européenne a été fondée dans un but pacifique, apparaissent au fil des années, de plus en plus nettement, les véritables buts de cette structure et des pays qui lui impriment leur marque.
Pour les pays dominants tels que la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande Bretagne, la construction de l'Union Européenne suit deux objectifs:

- **Contrôler financièrement des pays afin de développer la zone d'influence et les marchés des puissants.**

Outre le mouvement impressionnant de privatisations dans les pays de l'Est (condition à leur entrée dans l'U.E), entraînant une baisse sans précédant des acquis sociaux des travailleurs de ces pays, les pays dominants peuvent librement s'approprier les nouveaux territoires dont les économies sont incorporées au marché unique européen. Ainsi, la part de l'Allemagne dans les importations des 10 pays entrés dans l'U.E. en 2004 est de

25,1%. Les investissements directs des entreprises à l'étrangers (IDE) représentent dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) la bagatelle de 100 milliards USD entre 1995 et 2001. En 1998, d'après l'OCDE, les filiales étrangères assuraient plus du tiers de la production industrielle des PECO. Ces pays sont maîtrisés financièrement: ainsi, les grandes banques étrangères assurent 60% des actifs financiers des PECO*. Avec l'Euro et la disparition des monnaies nationales, les petits pays entrant dans l'Union Européenne n'ont plus aucune souveraineté financière.

La campagne sur le référendum concernant la constitution européenne permet de pousser à fond les débats sur l'U.E.: ainsi, acculés dans les débats à justifier leur choix, les partisans du oui, se révèlent parfois sincères. Le porte-parole du gouvernement Jean-François Copé aura ainsi déclaré: « L'arrivée de nouveaux pays ce sont des marchés pour la France »**. Aveu est fait par ses partisans que la construction européenne ne vise qu'à permettre aux capitalistes d'exploiter plus facilement des travailleurs sur de vastes régions étrangères.
Ainsi, voici ce que le Sénat français disait de la Slovénie en 1999 (la Slovénie était candidate à l'entrée dans l'U.E.):
« La Slovénie a très bien et surtout très rapidement réussi à reconvertir son appareil de production hérité de la Yougoslavie titiste en un appareil productif moderne tourné vers **l'exportation et la sous-traitance des grandes entreprises européennes**. (souligné par nous). (…)
En outre, **le libre échange est largement développé** en Slovénie. Elle est signataire d'une vingtaine d'accords de libéralisation du commerce et est membre de l'AELE (Association européenne de libre-échange) et du CEFTA (Association de libre-échange centre européen). En vertu de **son accord d'association avec l'Union européenne, elle s'est engagée à abolir tous les droits de douanes sur les produits d'origine européenne d'ici 2001**. (…)
En matière d'investissements directs étrangers, des contraintes subsistent mais elles s'assouplissent de plus en plus. Les investissements de plus de 10 millions d'euros sont sujets à autorisation gouvernementale préalable. Les investissements de portefeuille ont été libéralisés et le seuil de contrôle a été abaissé. Les règles d'accession à la propriété pour les étrangers se sont également assouplies. Elle sera totalement libre dans quatre ans. Toutes les barrières, de quelque nature qu'elles soient, vont disparaître au fur et à mesure que la Slovénie reprendra l'acquis communautaire.
Les délais sont donc brefs. »***

Dans la guerre économique mondiale, la maîtrise des marchés étrangers vise non seulement à augmenter les profits mais aussi à concurrencer les autres grandes puissances. C'est pour cela que l'on entend tant parler du danger chinois et états-unien.

* http://www.dree.org/elargissement
** propos tenus lors de l'émission Mots croisés sur France 2 (avril 2005).
***Annexe au procès-verbal de la séance du 6 octobre 1999
http://www.senat.fr/rap/l99-006/l99-0060.html

(dans l'UE) sont régis par le droit de leur pays d'origine. Autrement dit une entreprise qui à son siège social en Lituanie mais une production en France pourra payer ses salariés en fonction des conventions en vigueur en Lituanie.
L'inverse sera moins courant, car un patron français n'aurait pas d'intérêt à payer ses salariés comme des français s'il délocalisait en Lituanie.
L'objectif avoué de l'U.E., et de la constitution, étant la création d'un marché intérieur dans lequel la concurrence est libre et non faussée, l'impossibilité pour un pays membre de protéger son espace économique puisque le droit à un espace économique sur lequel il est souverain lui est dénié (le marché est européen), les directives du type Bolkestein ont de beaux jours devant elles.

Cette politique c'est la destruction des tous les acquis sociaux et la baisse généralisée des salaires.

V. « Etes-vous pour ou contre l'Europe » ? Une question stupide.

Et vous vous ne trouvez pas cette question un peu surprenante? Quand un journaliste ou un leader politique parle de « l'Europe », il entend par là l'Union Européenne. Or l'Europe en tant que continent est plus vaste que l'Union Européenne.
Parler d'Europe au lieu d'Union Européenne, c'est comme utiliser le mot « Amérique » pour parler des États-unis. C'est un moyen de faire passer une réalité pour ce qu'elle n'est pas.
C'est aussi faire passer une structure et une politique concrète (l'Union Européenne) **pour quelque chose d'abstrait, un concept, une vague idée** (l'Europe).

En tant qu'idée abstraite l'Europe n'a aucune incidence matérielle sur nos vies; en tant que structure concrète et réelle, étant une structure par laquelle des pays mettent en pratique des politiques, **l'Union Européenne agit sur nos vies.**
Parler d'Europe au lieu d'Union Européenne répond à des fins idéologiques: en effet, on ne peut pas être contre l'Europe, car cela ne voudrait rien dire. On peut en revanche être contre l'Union européenne.

Au XXème siècle, son âge d'or, la social-démocratie a prouvé dans tous les pays développés, son inefficacité à combattre le capitalisme, n'ayant pas pour but de le renverser mais de le réformer, de contenir ses effets négatifs. Cela s'est traduit en France par les pires compromissions comme le soutien à l'armée française en 1914-18, l'affaiblissement des luttes ouvrières et sociales (1936, 1968, 1995…), la guerre d'Algérie, etc...

Socialisme

A ne pas confondre avec la politique des partis sociaux-démocrates, le socialisme est un système politique, économique et social de rupture d'avec tous les autres systèmes passés dont le capitalisme. C'est la seule alternative au capitalisme. C'est un système, transitoire entre le capitalisme et le communisme, marqué par l'exercice du pouvoir par les travailleurs, l'abolition progressive de la propriété privée et de tous les rapports de domination et d'aliénation, la satisfaction des besoins humains au moyen, notamment, de la planification de l'économie. C'est un système cohérent, basé sur le progrès humain et non sur le profit. C'est la transition vers une société sans classe.

intérêts commerciaux (Hobson 1902).
Pour Lénine, ce qui est essentiel pour l'impérialisme c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires. Cette conquête de territoire, vise à assurer le contrôles des marchés et des matières premières pour les grands monopoles.
Ce qu'il faut aussi noter, c'est que la libre concurrence conduit inévitablement au monopole, car dans la production capitaliste, les grands capitaux finissent toujours par avaler les petits.
Les monopoles qui en résultent organisent ensuite le partage du monde selon leurs intérêts, et ce toujours par la force, que celle-ci soit militaire ou économique.
Les États et les structures internationales ne sont que les Conseils d'administrations de ces cartels. L'impérialisme c'est la guerre mondiale des grands capitalistes

Social-démocratie

C'est un courrant politique représenté en France principalement par le PS.
Historiquement, ce courrant se caractérise par la volonté de réformer la société capitaliste.
Aujourd'hui, les grands partis européens qui se réclament de la social-démocratie, ne sont pas plus réformistes (dans son sens historique) que la droite car ils accompagnent les mêmes politiques de fond.

La constitution européenne n'instaure pas ces politiques mais les conforte. C'est d'ailleurs pour cela qu'il faut non seulement s'opposer à la constitution européenne, mais aussi aux politiques menées dans les pays européens.

- **Les travailleurs muselés: renforcement des politiques libérales.**

La libre concurrence tant vantée dans la constitution : cela veut dire que dans toute l'U.E. il est interdit pour les pays de protéger leur espace économique en taxant par exemple les produits étrangers, ce qui est considéré comme une entrave à la concurrence. Autrement dit, il n'y a plus aucune barrière d'ordre économique ou politique à ce qu'un patron français, pour réaliser une plus-value plus importante déménage ses entreprises dans les pays de l'U.E. où la main d'œuvre lui sera plus profitable. La libre concurrence c'est la désindustrialisation des pays où la main d'œuvre est mieux rémunérée qu'ailleurs, du fait de ses acquis sociaux.
Ce marché intérieur dans laquelle la concurrence est libre et non faussée (article I-3-2*) va aboutir inéluctablement à la baisse des salaires et à une multitude de délocalisation. Mais cette constitution va encore plus loin en reprenant le mécanisme de libéralisation des services porté par la directive Bolkestein et plus largement par l'OMC et l'AGCS.
Voici un extrait de cette directive:

« La proposition de directive repose sur une combinaison de techniques d'encadrement des activités de services en particulier:
- le principe du pays d'origine, selon lequel le prestataire est soumis uniquement à la loi du pays dans lequel il est établi et les États membres ne doivent pas restreindre les services fournis par un prestataire établi dans un autre État membre. Il permet ainsi au prestataire de fournir un service dans un ou plusieurs autres États membres sans être soumis à la réglementation de ces derniers ».**

Le principe du pays d'origine établit qu'une entreprise ou que des salariés s'établissant dans un pays étranger

*Article I-3-2: L'Union offre à ces citoyens un espace de liberté et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée.
** http://europa.eu.int/eur-lex/pri/fr/lip/latest/doc/2004/com2004_0002fr01.doc

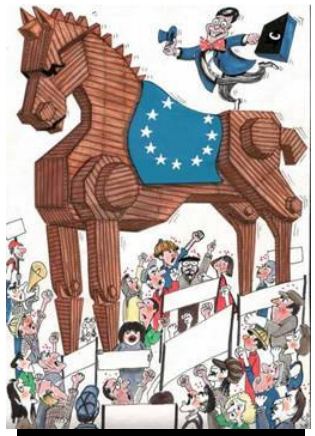
- **Liquider les acquis sociaux des travailleurs.**

Les États veulent aussi se débarrasser des acquis sociaux des travailleurs chèrement gagnés par les luttes et qui constituent des freins à la course aux profits. Ainsi, les dirigeants européens s'entendent entre eux pour « libéraliser » les services: ce qui signifie que des services publics aussi importants que l'éducation, l'énergie, les transports… sont scindés, mis en concurrence, pour finalement être privatisés.

La libre concurrence c'est la mise en concurrence des travailleurs entre eux qui conduit immanquablement à la baisse générale de la rémunération du travail et, par conséquent, à la hausse générale des profits.
Restructuration, délocalisation, pression sur les salaires… c'est la politique de l'Union Européenne.

L'UE est constituée d'États bourgeois.

Nous sommes dans une société capitaliste. C'est-à-dire que la production de richesses sert à enrichir certains individus grâce au travail d'une multitude d'individus. **La société est donc divisée en deux grandes classes antagonistes**: ceux qui créent les richesses en travaillant, en transformant des matières premières grâce à leur force de travail (manuelle et intellectuelle) pour produire des biens, ou des services; et ceux qui possèdent le capital, les entreprises, les matières premières, etc. permettant la mise en mouvement de la force de travail sur laquelle ils tirent une plus-value (un profit). Les premiers (prolétaires) sont donc dépossédés de la richesse qu'ils créent, accaparées par les seconds (capitalistes ou bourgeois).



L'U.E.: cheval de Troie du capital!

Pour qu'un tel système perdure, malgré sa nature injuste, et pour qu'il se développe, la classe dominante doit posséder un **organe de pouvoir répressif et coercitif** pour « modérer » la lutte des classes, la maintenir dans les limites de l'ordre social, pour légitimer cet ordre. Cet organe c'est l'État. La police pour maintenir l'ordre social, l'armée pour l'exporter et maintenir les intérêts de la bourgeoisie nationale en dehors des frontières, les grands médias pour légitimer l'ordre social et des grandes écoles (ENA, École polytechnique...) pour former les cadres du pouvoir. L'État n'est pas le garant de l'intérêt collectif mais de la classe dominante. Celle-ci, qui accumule les richesses, domine la vie économique, peut même avoir, par son pouvoir financier, un pouvoir direct sur la machine étatique. Est-ce un hasard si les ministres sont généralement issus de la bourgeoisie (Sarkozy, De Villepin, Breton, F. Mer,…)? Est-ce un hasard si les grands journalistes ont été formés avec eux dans les mêmes écoles?

Or, l'Union Européenne n'est justement rien d'autre qu'une construction d'États sur laquelle les peuples n'ont aucun pouvoir. Quelle classe cette structure peut elle bien servir?

Les bourgeoisies sont nationales…

Les organismes internationaux tels que l'U.E., l'ONU… ne doivent pas nous tromper. Ils ne règlent en rien une réalité de lutte acharnée entre les différentes grandes bourgeoisies nationales. Ce qui explique par exemple les différences de positions de la France et de l'Angleterre sur la guerre en Irak, n'a rien à voir avec l'idéalisme de Chirac: la bourgeoisie française défendait d'autres intérêts que la bourgeoisie anglaise.

Les différentes bourgeoisies nationales s'affrontent pour le partage du monde. Ce qui explique que les bourgeoisies s'affrontent, c'est qu'elles ont toutes les mêmes desseins: faire du profit, donc exploiter le Travail, sur leur territoire, et, quand cela ne suffit plus, au-delà. En 1914, les bourgeoisies allemandes et françaises s'affrontaient pour le partage des mêmes territoires. Aujourd'hui, un patron chinois a par nature la même volonté d'expansion qu'un patron français. Les bourgeoisies nationales sont incapables de se fixer de réelles règles communes en respectant tous les pays. En effet cela mettrait un terme à toute expansion, ce qui dans une logique capitaliste (exploiter et accumuler toujours plus) est impensable. Les guerres, sauf certaines guerres civiles ou de libération nationale, sont toujours des guerres pour déterminer quelle bourgeoisie s'imposera sur l'autre.

Au temps de l'impérialisme, les alliances, qui visent toujours à protéger ses positions dans les affaires mondiales, se font et se défont. « Les alliances inter-impérialistes ne sont que des trêves avant la guerre ». (Lénine). Ainsi lors de la guerre d'Afghanistan, les armées françaises et états-uniennes luttaient côte à côte, alors que la guerre « civile » en Côte d'Ivoire mettait en évidence les divergences d'intérêts entre ces deux pays pour le contrôle des ressources ivoiriennes.

L'interpénétration des capitaux dans la production ainsi que le contrôle financier du monde par quelques grandes banques ne fait que prouver le caractère dominateur des grandes bourgeoisies.

… Le pouvoir l'est aussi.

Français, polonais, italiens… Nous luttons contre des régimes de même nature, des régimes capitalistes. Le capitalisme est mondial (ou quasiment) mais il n'est pas géré mondialement. Des situations nationales n'émane aucun gouvernement mondial. Le pouvoir n'est donc ni mondial ni européen: le pouvoir est national.

Or, pour les travailleurs se pose cet impératif: pour construire une autre société, il faut d'abord prendre le pouvoir.

Une fois cela tout à fait clair, quel crédit pouvons-nous donner aux arguments illusionnistes de ceux qui pensent que, le capitalisme étant présent mondialement, il y aurait donc actuellement un pouvoir mondial et que par conséquent, rien ne servirait de commencer par changer les choses dans nos pays?



Nos camarades grecs luttent aussi contre les mêmes politiques

Mais qu'est-ce qui a changé dans le système capitaliste pour que les bourgeoisies nationales ne s'affrontent plus? Réponse: rien, les bourgeoisies nationales s'affrontent toujours et bâtissent autour d'elles des structures de bloc, telle l'Union Européenne, pour protéger leur pouvoir, face à d'autres puissances.

IV. Ce qu'aggrave la constitution européenne.

- **Renforcement du poids des puissants:**

Avec la nouvelle règle de la majorité qualifiée, le couple franco-allemand représente 33% du poids européen. Avec le Benelux, il pourra imposer et s'opposer à tout.

Actuellement les décisions importantes, comme l'adoption d'un traité européen, se prennent à l'unanimité. En théorie chaque pays garde sa souveraineté car il peut, si une proposition lui déplait opposer son veto.

Avec la constitution européenne, de plus en plus de domaines ne requièrent plus l'unanimité mais la majorité qualifiée. Désormais, seuls les décisions concernant la fiscalité, la protection sociale, le budget et certains aspects de la politique étrangère et de sécurité commune, seront prises à l'unanimité.

Toute autre décision, par exemple la libéralisation des services, sera prise par majorité qualifiée.

Pour prendre une telle décision, le conseil européen devra donc avoir une majorité de 55 % des États, représentant 65% de la population.

Ce qui avantage les pays les plus peuplés, qui sont (tiens un hasard!) aussi les pays les plus puissants économiquement: la France et l'Allemagne.

Cette constitution renforce donc encore le poids des puissants et diminue celui des petits pays.

- **Légitimité accrue**

Soyons clairs: si cette constitution renforce les politiques libérales menées dans les pays de l'Union Européenne, elle n'en est pas la seule responsable. Cette constitution, si elle est adoptée, sonnera comme un crédit aux gouvernements libéraux. Par cette constitution, les gouvernements nationaux, confrontés à la colère sociale, veulent se donner une légitimité pour continuer et accentuer leur politique libérale. Mise en concurrence des travailleurs par la concurrence libre et non faussée, la domination de grandes puissances sur les autres pays, les politiques libérales ne sont pas nouvelles.

PETIT LEXIQUE:

Bourgeoisie

La bourgeoisie c'est la classe sociale de ceux qui détiennent la possession des moyens de production (machines, entreprises…). C'est la classe de ceux qui détiennent le capital, et régissent ainsi toute la vie économique d'une société. Autrement dit ce sont les patrons.

Prolétariat

Le prolétariat c'est la classe de ceux qui vendent leur force de travail à un capitaliste pour pouvoir survivre. Le prolétaire est celui qui participe à la production des richesses de la société accaparées par la bourgeoisie, et qui ne possède d'autres source de revenu que sa propre force de travail. C'est l'écrasante majorité de la population active.

Capitalisme

Le capitalisme n'est ni une valeur, ni un choix politique: c'est un système. C'est le système économique créé par la bourgeoisie qui organise l'accumulation des richesses dans les poches des bourgeois par l'exploitation des travailleurs.

Impérialisme

Théorie et pratique d'empires rivaux, guidés chacun par les mêmes aspirations à l'expansion politique et au profit commercial; l'impérialisme marque la prépondérance des intérêts financiers ou relatifs aux investissements de capitaux sur les